

Lituanie: prête pour une guerre hybride?

Description

Dans les États baltes bruissent les rumeurs d'une possible guerre hybride avec la Russie. Si l'on pense emblématique au levier des minorités russophones présentes en Estonie et en Lettonie, c'est bien la Lituanie qui semble se préparer le plus activement à la pire éventualité.

Les provocations répétées de la Russie à l'encontre des pays de la région de la Baltique en général et des États baltes en particulier depuis plus de six mois se sont essentiellement traduites par des tangentes d'avions militaires russes franchissant l'espace aérien qui n'est pas le leur et multipliant les promenades sans plans de vol annoncés et sans transpondeur permettant de communiquer avec eux, mais aussi par une activité marine, voire sous-marine [1] inhabituelle. Dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne, la focalisation sur les minorités russophones d'Estonie et de Lettonie, parce qu'elles y sont numériquement importantes, n'a évidemment pas tardé. Ne pourrait-on craindre des agitations dans la région estonienne de Narva, frontalière de la Russie ? Que cache la création via les réseaux sociaux d'un groupe intitulé « République populaire de Latgale », région lettone elle aussi frontalière de la Russie (dans les deux cas, la part de population russophone y est notable) ?



La situation est bien différente en Lituanie, pays dans lequel la population russophone est numériquement négligeable et où l'absence d'une catégorie de non-citoyens évite les débats sur une possible ségrégation et la peur d'une « cinquième colonne » (le gouvernement lituanien a adopté en 1991 l'option « zéro » consistant à accorder la citoyenneté du pays à tous ses habitants). C'est pourtant la Lituanie qui semble aujourd'hui être sur la sellette lorsqu'on évoque une possible dégradation des relations avec la Russie. Quel est le risque pour ce pays, comme pour les deux voisins, de survenue d'une guerre hybride, malgré différents types d'opérations (allant de l'organisation de manifestations civiles à l'utilisation des forces armées classiques en passant par l'intervention de groupes subversifs ou de groupes armés illégaux) ?

Un engagement verbal et dans les actes

Les déclarations tranchées de la Présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, ne sont pas étrangères sans doute à la montée des tensions, son intransigeance à l'égard de la politique de Vladimir Poutine en Ukraine ayant fait de son pays le leader des censeurs d'une Russie jugée agressive. La chef d'État a d'ailleurs déclaré « Top Promoter » de l'Ukraine pour 2014 par l'Institute of World Policy de Kiev, devant l'ex-Premier ministre suédois Carl Bildt, le sénateur américain John McCain, le professeur de Yale Timothy Snyder

etâ?! le PrÃ©sident ukrainien Petro Porochenko[2]. RÃ©putÃ©e pour son franc-parler, elle a Ã©tÃ© lâ??une des premiÃ¨res, dÃ©s lâ??Ã©tÃ© 2014, Ã dÃ©clarer que la Russie est pratiquement en guerre contre lâ??Europe. CÃ©est elle Ã©galement qui, en novembre 2014, a qualifiÃ© la Russie dâ??Ã©tat terroriste, mettant en garde ses partenaires europÃ©ens contre une extension du conflit russo-ukrainien.

Mais la Lituanie ne sÃ©en est pas tenue aux mots. Elle a dÃ©ployÃ© des efforts concrets importants pour accueillir et soigner des blessÃ©s et des rÃ©fugiÃ©s ukrainiens sur son sol et fournir une aide humanitaire Ã lâ??Ukraine. AprÃ¨s sÃ©atre prononcÃ©e clairement en faveur dâ??un soutien militaire Ã Kiev, elle a reconnu dÃ©but 2015 par la voix de son ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, Linas LinkeviÃ©ius, fournir dÃ©jÃ des armes Ã Kiev[3].

Les Ã©tats baltes comme test anti-Otan ?

Lâ??Ã©ventualitÃ© de voir la Russie dÃ©stabiliser les Ã©tats baltes est Ã©voquÃ©e depuis quelques mois dans ces pays mais dÃ©sormais aussi ailleurs. Lâ??ancien SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ??Otan, Anders Fogh Rasmussen, nÃ©a pas cachÃ© ses craintes dÃ©but fÃ©vrier 2015 en regrettant la rÃ©duction des dÃ©penses consacrÃ©es Ã la dÃ©fense par la plupart des pays membres de lâ??Alliance. Il a jugÃ© plausible un scÃ©nario dans lequel V.Ã Poutine utiliserait le terrain balte pour dÃ©fier lâ??article 5 de lâ??Otan (il fixe le principe de solidaritÃ© au sein de lâ??Alliance, partant du principe que toute attaque contre un Ã©tat membre est une attaque contre lâ??ensemble). Le 19 fÃ©vrier, cÃ©est le ministre britannique de la DÃ©fense, Michael Fallon, qui a notÃ© que la Russie fait dÃ©sormais peser un Â«vÃ©ritable dangerÂ» sur ces trois pays.

Les formes que pourraient prendre ces tentatives dâ??instrumentaliser les Baltes sont diverses, allant de la dÃ©stabilisation au franchissement de frontiÃ¨re en passant par lâ??infiltration ou la propagande. Si la visite Ã Tallinn du PrÃ©sident amÃ©ricain en septembre 2014 a permis dâ??Ã©claircir une situation restÃ©e confuse concernant la potentielle activation de lâ??article 5 de lâ??Otan, le discours nÃ©a quÃ©Ã© moitiÃ© rassurÃ© dans les capitales baltes. Le PrÃ©sident estonien, Toomas Hendrik Ilves, a notÃ© que la question nÃ©tait pas tant de savoir si les Baltes croient en lâ??article 5 mais si V.Poutine y croit. La PrÃ©sidente lituanienne, elle, a jugÃ© que cet article Ã©tait insuffisant et quâ??il nÃ©arrÃ©terait pas un V.Poutine qui voit bien que, pour le moment, personne ne lâ??arrÃ©te.

Une Lituanie inquiÃ©te

Alors, Ã Vilnius, les autoritÃ©s ont fait le choix de lâ??anticipation, prÃ©fÃ©rant envisager toutes les possibilitÃ©s et se prÃ©parer au pire. Certes, lâ??Otan a pris la dÃ©cision dâ??accroÃ©tre les effectifs de sa force de rÃ©action rapide et dâ??ouvrir dans six pays europÃ©ens, dont les trois Baltes, des centres de commandement de lâ??Alliance. Mais il faut aller plus loin, juge-t-on au gouvernement lituanien.

CÃ©est ainsi que, dÃ©but janvier 2015, le ministÃ¨re lituanien de la DÃ©fense a publiÃ© unÃ© Manuel de survie en cas dâ??invasion, prÃ©sentÃ© par le ministre Juozas Olekas comme rendu nÃ©cessaire par lâ??attitude agressive de la Russie. Et de prÃ©ciser quâ??il sÃ©agit non seulement dâ??instruire les Lituaniens sur la faÃ§on dâ??organiser la rÃ©sistance civile mais aussi de savoir que faire en cas de combats. Lâ??ouvrage, qui fait une centaine de pages, est distribuÃ© dans les lycÃ©es, les bibliothÃ©ques et les associations et est proposÃ© sous forme dâ??e-book sur le site du ministÃ¨re[4]. Il donne des conseils pratiques : Â«Ã Les coups de feu que vous entendez par vos fenÃ©tres ne signifient pas la fin du monde. Ne paniquez pas et ne perdez pas votre luciditÃ©Ã»

À», peut-on notamment y lire. Mais il s'agit également d'évoquer les actions de désinformation, d'intrusion cachée, etc., le but étant d'encourager la population à la résistance par des manifestations, des grèves, l'utilisation des réseaux sociaux, voire des cyber-attaques.

En février 2015, le niveau de menace terroriste est passé de «le plus faible» à «faible» et les autorités ont lancé un vaste exercice militaire impliquant 1 800 soldats et visant à tester la capacité de réaction en cas de guerre hybride.

L'enjeu de Kaliningrad et de la minorité polonaise

Au Centre de recherches sur l'Europe de l'Est de Vilnius, le chercheur Marius Laurinavičius craint, lui, que l'extrême focalisation sur la guerre hybride ne pousse à négliger une possible guerre conventionnelle qui prendrait pour prétexte le désenclavement de Kaliningrad et la création d'un couloir vers ce morceau de Russie[5]. Or l'enclave, même si elle a été fortement militarisée depuis 25 ans, accueille encore le quartier général de la Flotte russe de la mer Baltique et abrite une cinquantaine de navires de guerre, quelques sous-marins, un radar d'observation aérienne... voire pire.

En effet, note Raimundas Lopata, professeur à l'Institut des relations internationales de Vilnius, Kaliningrad a gardé sa fonction géopolitique. On ignore si des armes nucléaires y sont installées et ce doute alimente l'angoisse[6]. Mais la situation socio-économique peu enviable de ce territoire constitue aussi un facteur de déstabilisation potentielle pour la Lituanie.

Car l'hypothèse d'un mix guerre hybride/guerre conventionnelle n'est pas exclue non plus. La création récente sur les réseaux sociaux d'un groupe revendiquant la création d'une «République populaire de Vilnius» n'a pas laissé d'inquiéter certains. Et si la minorité polonaise de Lituanie, très présente autour de la capitale, fait également l'objet de manipulations visant à déstabiliser le pays, s'interrogent certains ? La transformation récente de l'association Action électorale des Polonais de Lituanie (AWPL, *Akcja Wyborcza Polaków na Litwie*) en parti politique a braqué les projecteurs sur les activités de son leader, Valdemaras Tomaševskis, et ses récents déplacements à Moscou. La Russie ne serait-elle pas en train d'utiliser le levier de la minorité polonaise de Lituanie, se demandent les autorités à Vilnius ?

V. Tomaševskis est connu dans le pays pour avoir protesté contre les manifestations de Mādan durant l'hiver 2013-2014 et comparé l'annexion de la Crimée au cas du Kosovo. Il serait en outre proche de l'équipe du magazine *Baltic World*, média tourné vers la communauté russophone des États baltes. S'il peut sembler audacieux de prêter au leader de l'AWP des plans arrivés aux côtés de la Russie, le site polonais *Defence24*[7] n'hésite pas à évoquer un scénario dans lequel les Polonais de Lituanie pourraient être les acteurs d'un conflit lituano-russe : et si la minorité polonaise installée dans la capitale et qui réclame depuis des années plus d'autonomie bénéficiait demain du soutien de petits hommes verts en provenance de Kaliningrad, suggère le portail ?

Notes :

[1] Ilinca Spita, «Le sous-marin de la discorde russo-suédoise», *Regard sur l'Est*, 15 décembre 2014.

[2]

[Institute of World Policy.](#)

[3] [Delfi.lt](#), 18 février 2015.

[4] [KÄ turime Å¼inoti apie pasirengimÄ ekstremaliosioms situacijoms ir karo metui.](#)

[5] [Paul Goble, Å«Vilnius analysts: Russia could try conventional attack against LithuaniaÅ», Å The Baltic Times](#), 19 février 2014.

[6] [EglÄ? SamoÅ;kaitÄ?, Å«Ou Litvy est problema, otchen vajnaÅ¬a dlia RossiiÅ», Å Delfi.lt](#), 17 février 2015.

[7] [Piotr MaciÄ Å¼ek, Å«Moscow is getting ready for a hybrid war with Lithuania. Is the Polish minority going to be the flashpoint?Å», Å Defence24](#), 19 février 2015.

Par CÄ©line BAYOU

Vignette : CÄ©lÄ©brations de la restauration de lâ??t lituanien, 16 février 2015 (photo : leva BudzeikaitÄ?, MinistÄ¬re lituanien de la DÄ©fense).

244x78

Image not found or type unknown

date crÄ©e

21/02/2015

Champs de MÄ©ta

Auteur-article : CÄ©line BAYOU